

CHALON-SUR-SAÛNE AFFAIRE DENTEXIA

## « Il y a urgence pour nos soins, pour nous chaque jour compte »



Une vingtaine de personnes se sont retrouvées lundi en solidarité avec les manifestations contre Dentexia organisées ailleurs en France. Photo Valérie MONIN

S'estimant victimes du centre de soins dentaires low-cost chalonais Dentexia - fermé depuis le 1<sup>er</sup> mars -, les "sans-dents, mais pas sans voix" ne désarment pas.

**O**ù il ne lâche rien ! » C'est le mot d'ordre lancé par Gérard Mayen, le porte-parole du collectif chalonais contre Dentexia - qui a recensé environ 200 victimes - lors d'une manifestation organisée lundi devant le Médic centre de Chalon, bâtiment qui abritait jusqu'en mars le centre de soins dentaires low-cost. Comme à Paris ou à Lyon, ces « esquinis du sourire », dont

les dents ont été arrachées et les bouches laissées en l'état, ont voulu rappeler leurs principales revendications : « On se bat pour obtenir un fonds d'aide pour que nos soins puissent redémarrer sans payer une deuxième fois. Car beaucoup se sont ruinés et/ou endettés pour se faire soigner.

### Risques de séquelles

Et pour Christophe, comme pour 2 300 autres patients recensés en France, il y a urgence : « Il me manque deux dents, j'ai huit implants sans coarctures et chaque jour, c'est pire. Ma bouche est blessée, sans parler du risque de décal-

« Même si on ne peut plus sourire, on garde le moral quand même. »

Chantal, Chalonnaise à qui il manque trois dents

cification osseuse. » Mais pour qu'un dentiste accepte de reprendre les soins, les victimes ont besoin d'être expertisées par la justice. Une affaire en cours pour Christophe, qui devrait obtenir une réponse le 24 mai. D'autres actions sont engagées auprès des organismes de cré-

### Une bataille qui s'annonce longue

La bataille des patients victimes des centres dentaires low-cost Dentexia, mis en liquidation judiciaire, s'annonce longue, un procès au pénal n'étant pas envisageable « avant trois ou cinq ans », a estimé lundi l'avocat d'un collectif de plaignants. Si des plaintes ont été déposées individuellement auprès des parquets de Paris, Chalon, Lyon ou Marseille, où se trouvent les centres Dentexia, pour l'instant, aucun parquet n'est saisi du dossier. « On a fait le choix de ne pas porter plainte contre Dentexia ou les organismes financiers, car ce qui nous importe c'est que les gens arrêtent de payer et soient soignés », a déclaré lors d'une conférence de presse Me Pascal Coururier, dont le cabinet défend quelque 400 victimes sur les 2 200 recensées en France. « Après, on verra la procédure pénale. »

dit ou encore de l'assurance de Dentexia.

Et pour encore mieux se faire entendre, le collectif organise un pique-nique pour rassembler les victimes de Lyon et de Chalon lundi 16 mai à la Roche de Solutré. « Mitterrand y allait pour symboliser la Résistance. Nous, on résiste aussi ! », explique Gérard Mayen qui, pour l'occasion, a écrit une chanson que tous les participants reprendront en cœur. Le refrain : « Nous sommes les sans-dents. Nous n'avons plus d'argent. Nous sommes les sans-dents. Nous voulons nos implants... »

Valérie Monin

### TOURNUS MOUVEMENT

## Des Tournusiens lancent leur Nuit debout

Après avoir assisté aux rendez-vous Nuit debout chalonais et s'être rendu à Paris, le Tournusien Marc Vessiller a eu envie de lancer le mouvement sur sa commune. Il a donc fait passer « le bouche-à-oreille » et réussi à réunir une vingtaine de personnes lundi 2 mai. Des premières idées vives des discussions ont déjà émergé. « Aller sur le marché pour distribuer des prospectus sur la loi El Khomri, évaluer une fiche, la mettre en cir-

culation et distribuer la production potagère, acquiescer un espace type café associatif... » Pour la deuxième édition, hier, ils s'étaient querués. La pluie en a certainement découragé quelques-uns. Quoi qu'il en soit, Marc Vessiller assure que durant le mois de mai, ils seront tous les lundis de 20 à 22 heures, place Carnot. Ensuite, en juin, en fonction de la participation, ils verront s'ils continuent ou non.

Thomas Dorjon



« Hier a eu lieu la deuxième Nuit debout à Tournus. Photo Thomas DORJON

### VIREY-LE-GRAND

## La grève a pris fin à l'usine Socla

Protestant contre un plan social qui prévoit la suppression d'environ 30 postes, les salariés de l'entreprise de robinetterie industrielle Wams Socla, de Virey-le-Grand, étaient en grève et bloquaient leur usine depuis lundi dernier. Mais hier soir, ils ont finalement voté la fin du mouvement. « Il n'y a eu aucune avancée sur le fond du problème, mais les managers financiers des grévistes ne sont pas illimités », explique Stéphane Giry, secrétaire du Comité d'entreprise. Les syndicats vont néanmoins continuer à réfléchir aux actions à mener dans les prochains jours, pour faire entendre leur point de vue.